

Manifestation des AESH à Avignon - 8 avril 2021 Allocution de Tanguy LANGLET pour la Fédération FO de l'Enseignement

Tout d'abord, la Fédération FO de l'Enseignement remercie les AESH et les enseignants venus aujourd'hui pour cette journée de grève et de mobilisation à l'appel de FO, FSU et SUD Éducation.

Depuis la loi Montchamp de 2005, sous couvert d'inclusion, de nombreuses institutions spécialisées et de nombreux postes d'enseignants et éducateurs spécialisés ont été supprimés. Résultat, ce sont des centaines d'enfants qui se retrouvent avec des orientations non honorées dans des structures spécialisées (ITEP, IME, Hôpitaux de jour...) du fait de la fermeture des instituts et du manque de places. 1 500 enfants sont aujourd'hui obligés de migrer en Belgique pour trouver une place dans une structure spécialisée. Ce sont aussi des lenteurs croissantes, insupportables pour les familles, les élèves et les personnels dans les procédures de la MDPH.

La situation est telle que le Président de la République a annoncé la réouverture de 1 000 places en structures spécialisées. Ce n'est pourtant pas ce que vise la loi Blanquer, à savoir 80% des élèves d'ITEP et IME en classe ordinaire.

Ainsi, depuis 2 ans, la mise en place des **Pôles Inclusif d'Accompagnement Localisés (PIAL)** sert à réduire drastiquement la prise en charge des élèves en situation de handicap avec une base soit de 5h, 6h ou 7h ; **il n'est plus question de partir des besoins des élèves mais de partir d'un nombre d'heures globalisées.**

Ce sont des milliers d'enfants qui sont aujourd'hui privés de l'accompagnement dont ils ont besoin. **Dans certains PIALS, il manque de 4h à 70h d'accompagnement des élèves.** Les emplois du temps sont chamboulés. A charge aux équipes enseignantes et aux AESH de s'adapter à cette pénurie de moyens. Certaines AESH prennent parfois plusieurs élèves à la fois sur le même créneau.

FO dénonce **la flexibilisation et l'aggravation des conditions de travail des AESH, la précarité de leur emploi et la misère de leur salaire.**

Qui peut vivre avec 933 euros bruts par mois et moins ? Comment payer un loyer, les charges, se nourrir... et souvent se déplacer d'un établissement à l'autre avec un salaire de misère pareil ? ! Nul ne peut vivre et faire vivre sa famille avec un tel salaire ! L'exploitation indigne de salariés par l'État employeur doit cesser !

La FNEC FP FO, revendique que soit mis fin à la précarité des personnels AESH par leur intégration dans **un corps de la fonction publique** garantissant ainsi **un vrai salaire, un vrai déroulement de carrière et une revalorisation salariale immédiate.**

Et pour commencer, FO exige **qu'immédiatement les personnels AESH qui le souhaitent puissent travailler à temps plein** pour que cesse le scandale de ces temps partiels imposés, qui plus est pour les personnels les plus précaires de notre ministère.

FO réaffirme sa revendication **d'abandon des PIALS** dès la rentrée 2021.

Alors que nos collègues AESH réclament un vrai statut qui leur offrirait un déroulement de carrière, l'accès à une véritable formation, la possibilité de choisir leur affectation dans le cadre d'un mouvement, le **Ministre Blanquer, dans le cadre de son « Grenelle », tente de détruire les garanties statutaires des enseignants et des administratifs.**

Alors que nos collègues AESH réclament un vrai salaire, le **Ministre Blanquer poursuit la politique de blocage des salaires et de développement de l'arbitraire dans le déroulement de carrière des personnels sous statut.**

FO affirme que **défendre les revendications des AESH, c'est défendre les acquis de tous les personnels de l'Éducation nationale, et c'est ensemble, solidairement, dans l'unité syndicale, que nous devons développer le rapport de force pour la satisfaction de toutes nos revendications.**